



CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE BESANCON

GROUPEMENT DE COMMANDE FRANCHE-COMTE

3 Boulevard FLEMING – 25030 BESANCON CEDEX

Pharmacie – Secteur Médicaments – Pôle pharmaceutique Hôpital Jean Minjoz

Tél : 03-81-66-84-85 / Fax : 03-81-66-84-89 - Mail : pharmacie-marches@chu-besancon.fr

Dossier suivi par :
Mehdi MEDJOUB / Garance BARBIER / Cellule des marchés
Tél : 03 81 66 84 85 ou 84
Fax : 03.81.66.84.89
Email : pharmacie-marches@chu-besancon.fr

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Procédure « **GFC_PHARMA_AO_ME252** »

**Marchés Publics de fournitures passés selon une procédure
d'Appel d'Offres Ouvert**

(Articles L2124-2, R2124-2-1 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique)

FOURNITURE DE MEDICAMENTS DERIVES DU SANG, COLLES CHIRURGICALES MEDICAMENTS, IMMUNOGLOBULINES HUMAINES POLYVALENTES ET ICATIBANT

GROUPEMENT DE COMMANDES

CHU BESANCON - ÉTABLISSEMENT SUPPORT DU GHT CENTRE FRANCHE-COMTÉ

ET LES ÉTABLISSEMENTS DU GROUPEMENT FRANCHE-COMTE

(Mentionnés dans l'article 1.2 du présent RC)

En application des articles L. 2113-6 à L.2113-7 du Code de la Commande Publique

Date limite de remise des plis :

Le 17 mars 2025 à 10 heures au plus tard

SOMMAIRE

CHAPITRE I – POUVOIR ADJUDICATEUR / SERVICE ACHETEUR	3
1.1. Nom et Coordonnées	4
1.2. Les bénéficiaires du contrat	5
1.3. Type d'acheteur public : Établissement public de santé	5
CHAPITRE II – OBJET DE LA CONSULTATION	6
ARTICLE 2 – DESCRIPTION DU MARCHÉ	6
2.1. Type et forme du marché	6
2.2. Classification CPV	6
Objet principal : 33600000-6 Produits pharmaceutiques	6
2.3. Division en lots	6
2.4. Conditions d'attribution des lots	6
2.5. Variante à l'initiative du candidat	8
2.6. Regroupement de lots	8
2.7. Compléments de gamme	8
ARTICLE 3 – DUREE ET LIEUX D'EXECUTION DES MARCHES	9
3.1. Durée des marchés	9
3.2. Reconduction des marchés	9
3.3. Lieux d'exécution des marchés	9
CHAPITRE III – PROCEDURE	10
ARTICLE 4 – TYPE DE PROCEDURE	10
ARTICLE 5 – NUMERO DE REFERENCE ATTRIBUE AUX MARCHES PAR LES POUVOIRS ADJUDICATEURS	10
ARTICLE 6 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	10
ARTICLE 7 – DOSSIER DE CONSULTATION	10
7.1. Contenu du dossier de consultation	10
7.2. Obtention du dossier de consultation	11
7.3. Communication et échanges d'informations par voie électronique	11
7.4. Demande de renseignements complémentaires pendant la procédure	11
CHAPITRE IV – CONDITIONS DE REMISE DES PLIS	12
ARTICLE 8 – CONDITIONS DE REDACTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	12
ARTICLE 9 – CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	12
Le dépôt des candidatures et des offres transmis par voie dématérialisée donne lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de la réception.	12
9.1. Contenu de la candidature	12
9.2. Contenu de l'offre	12
9.3. Pièces supplémentaires exigibles pour l'attribution du marché	14
ARTICLE 10 – PRESENTATION EN CAS DE GROUPEMENT MOMENTANE D'ENTREPRISES	15
ARTICLE 11 – MODALITÉS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES PAR VOIE DEMATERIALISEE	15
11.1. Transmission électronique	15
11.2. Signature des soumissionnaires	16
11.2.1 Signature manuscrite	16
11.2.2 Signature électronique	16
11.3 Remise d'une copie de sauvegarde	16
11.4. Candidature dématérialisée rejetée	17
11.5. Normalisation des noms de fichiers ou documents à joindre	17
CHAPITRE V – ECHANTILLONS	18
ARTICLE 12 – ECHANTILLONS	18
ARTICLE 13 – ECHANTILLONS POUR ESSAIS PROLONGES	18
CHAPITRE VI – SELECTION DES CANDIDATS ET JUGEMENT DES OFFRES	19
ARTICLE 14 – OUVERTURE DES PLIS & EXAMEN DES CANDIDATURES	19
ARTICLE 15 - EXAMEN ET JUGEMENT DES OFFRES	19
15.1. Analyse et classement des offres	19
15.1.1 Critères de choix des offres et notation	20
ARTICLE 16 – ATTRIBUTION	23
ARTICLE 17 – NOTIFICATION	23
ARTICLE 18 – MODE DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ	23

ANNEXES

GFC_PHARMA_AO_ME252_RC_Annexe1_CERBERE.doc

GFC_PHARMA_AO_ME252_RC_Annexe2_ATTESTATION_CANDIDAT.doc

GFC_PHARMA_AO_ME252_RC_Annexe3_Descriptif_ARS_BFC_Janvier_2020.pdf

CHAPITRE I – POUVOIR ADJUDICATEUR / SERVICE ACHETEUR

Nous rappelons, en préambule, les réformes qui expliquent pour partie le contexte de cette procédure d'achat groupée.

La mise en œuvre des Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT) est prévue par l'article 107 de la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016.

Conformément au décret du 27 Avril 2016, le Projet Médical Partagé (PMP) intègre un projet d'organisation territoriale des Pharmacies à Usage Intérieur (PUI) au sein des GHT. Chaque établissement du GHT dispose de sa propre PUI. L'opportunité de rapprocher, voire regrouper, certaines PUI est clairement identifiée dans les PMP, sans caractère obligatoire et avec un souci de maintenir les activités de proximité au sein du GHT.

Dans le cadre de la réglementation relative aux GHT et notamment le décret 2016-524 section 4 fixant les modalités de mutualisation de la fonction achat, les GHT mettent en œuvre une démarche de convergence des marchés publics d'une part, et de construction d'un plan d'action achat territorial d'autre part.

En application de L'article R. 6132-16 du code de la santé publique qui définit le périmètre de la fonction achat mutualisée assurée par l'établissement support du GHT, **il est chargé de la passation des marchés et de leurs avenants**, au sens de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, de la reconduction ou non reconduction des marchés le cas échéant, de la résiliation des marchés le cas échéant. L'exercice des compétences relatives à la passation des bons de commande, à la validation du service fait, au paiement et à l'application des pénalités de retard relève de chaque Établissement bénéficiaire.

L'expertise technique et les ressources humaines des fonctions supports du **CHU de Besançon**, de même que le rôle qui lui est dévolu par le décret 2016-524, ont conduit les membres des GHT de la région ex-Franche-Comté à constituer un **groupement de commandes de Produits de Santé**.

Sous réserve d'évolutions à compter du 1^{er} juillet 2025, la situation des GHT au sein des territoires concernés pour cette procédure est celle décrite sur le site de l'ARS en janvier 2020. Les informations sont disponibles en annexe ([GFC_PHARMA_AO_ME252_RC_Annexe3_Descriptif_ARS_BFC_Janvier_2020.pdf](#)) de cette procédure et aux adresses internet suivantes : <https://www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr/douze-groupements-hospitaliers-de-territoire-en-bourgogne-franche-comte>

Sont Membres du Groupement de commandes Franche-Comté, les établissements suivants :

1. Centre Hospitalier Universitaire de Besançon ; **Etablissement Coordonnateur**
2. Centre Hospitalier Louis Pasteur de Dole
3. Centre Hospitalier Spécialisé Saint-Ylie de Dole
4. Centre Hospitalier Spécialisé de Novillars
5. Centre Hospitalier Intercommunal de Haute-Comté de Pontarlier
6. Centre Hospitalier Paul Nappes, Morteau
7. Centre Hospitalier Saint-Louis, Ornans
8. Hôpital Nord Franche-Comté
9. Centre Hospitalier Jura Sud de Lons-Le-Saunier
10. Centre Hospitalier Intercommunal du Pays de Revermont (Arbois – Poligny – Salins Les Bains)
11. Centre Hospitalier Louis Jaillon de Saint-Claude
12. Centre Hospitalier Léon Berard de Morez
13. Groupe Hospitalier de la Haute-Saône (GH70)
14. GCS des Etablissements Sanitaires et Médico-sociaux de Nord Franche-Comté

Nous attirons particulièrement l'attention des candidats à cette procédure sur :

1. L'intégration du Centre Hospitalier Spécialisé de Saint Ylie et du Centre Hospitalier Spécialisé de Novillars au sein du GHT Centre Franche-Comté au 1^{er} Janvier 2020 et la dissolution du GHT Psychiatrie Doubs-Jura
2. La fusion des établissements hospitaliers de Gray et de Vesoul
3. Les différents projets de PUI commune qui ont été réalisés ou qui sont en cours de mise en place notamment :

- Autour du Territoire du Grand Besançon qui rassemble le Centre Universitaire de Besançon, le Centre de Soins et d'Hébergement de Longue Durée Jacques Weinman d'Avanne-Aveney, le Centre de Soins et de Réadaptation des Tilleroyes, Centre de Long Séjour de Bellevaux, le Centre Hospitalier de Baume-les-Dames, l'Etablissement de Quingey et le Centre Hospitalier Spécialisé de Novillars
- Autour du Territoire du Haut Doubs / Vallée de la Loue qui rassemble le Centre Hospitalier Intercommunal de Haute-Comté de Pontarlier, le Centre Hospitalier Saint Louis d'Ornans et le Centre Hospitalier Paul Nappes de Morteau.
- Autour du Territoire du Jura qui rassemble le Centre Hospitalier Jura Sud de Lons le Saunier, le Centre Hospitalier Léon Berard de Morez, le Centre Hospitalier Louis Jaillon de Saint-Claude et le Centre Hospitalier Intercommunal du Pays de Revermont.

Par la mise en œuvre de la clause de réexamen suivante (article 14.1 du CCP), tous les établissements parties des GHT de la région Franche-Comté (*non adhérents à ce marché lors de sa conclusion*) sont susceptibles de bénéficier du présent marché à compter du 1^{er} juillet 2025. Le pouvoir adjudicateur informera le fournisseur de son intention de mettre en œuvre cette clause au moins 4 semaines avant le début d'exécution souhaité.

Cette présente clause de réexamen fera l'objet d'un avenant de l'établissement coordonnateur, pour chaque Établissement partie, le cas échéant.

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Nom et Coordonnées

Pouvoir adjudicateur : CHU de Besançon Établissement Support du GHT Centre Franche-Comté et Coordonnateur du Groupement de Commandes

Représentant du pouvoir adjudicateur : Le Directeur Général du CHU de Besançon

Adresse : 3 Boulevard Alexandre Fleming – 25030 BESANCON CEDEX

Adresse du portail d'achat : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Service acheteur / Etablissement support du GHT Centre Franche-Comté et Coordonnateur du Groupement de Commandes :

Pôle Pharmaceutique - PHARMACIE - Secteur Médicaments

Centre Hospitalier Universitaire Jean Minjoz

3 Boulevard Alexandre Fleming 25030 BESANCON CEDEX

Les autres membres du groupement participant à la présente procédure sont ceux figurant dans les annexes 1A-1B-1C du CCP) :

- [GFC_PHARMA_AO_ME252_CCP_Annexe1A_etablisements_beneficiaires_FACTURATION.doc](#)
- [GFC_PHARMA_AO_ME252_CCP_Annexe1B_etablisements_beneficiaires_LIVRAISON.doc](#)
- [GFC_PHARMA_AO_ME252_CCP_Annexe1C_etablisements_beneficiaires_RESPONSABLES MED-CDE.doc](#)

Renseignements administratifs : Pour obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire en vue de répondre à la présente consultation, les candidats pourront contacter :

Stéphanie LECLERCQ

Cellule des marchés - Pharmacie

Tél : 03 81 66 84 85 – 03 81 66 84 84

Fax : 03 81 66 84 89

pharmacie-marches@chu-besancon.fr

Renseignements techniques

Monsieur **MEDJOUB** – Pharmacien Praticien Hospitalier

Tél : 03 81 66 84 87

m1medjoub@chu-besancon.fr

ET

Madame **BARBIER** - Pharmacien, Praticien Hospitalier

Tél : 03 81 66 91 67

gbarbier@chu-besancon.fr

En application de l'article R2132-6 du Code de la Commande Publique, le Pouvoir Adjudicateur (ou son délégataire) & Service Acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats **au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.**

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Il est donc fortement recommandé aux candidats qui téléchargent le DCE via la plateforme de s'identifier et d'indiquer une adresse mail valide.

1.2. Les bénéficiaires du contrat

Les bénéficiaires de cette procédure sont les membres du Groupement de commandes Franche-Comté suivants :

1. Centre Hospitalier Universitaire de Besançon
2. Centre Hospitalier Louis Pasteur de Dole
3. Centre Hospitalier Intercommunal de Haute-Comté de Pontarlier
4. Centre Hospitalier Jura Sud de Lons-Le-Saunier
5. Centre Hospitalier Intercommunal du Pays de Revermont (Arbois – Poligny – Salins Les Bains)
6. Centre Hospitalier Louis Jaillon de Saint-Claude
7. Groupe Hospitalier de la Haute-Saône (GH70)
8. Hôpital Nord Franche-Comté

1.3. Type d'acheteur public : Établissement public de santé

CHAPITRE II – OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation porte sur la **fourniture de Médicaments dérivés du sang, Colles Chirurgicales Médicaments, Immunoglobulines humaines polyvalentes et Icatibant** nécessaires aux Membres du **Groupelement de Commandes** participant à la présente procédure figurant dans les annexes 1A-1B-1C du CCP.

En vertu des dispositions des articles R2162-1 à 6 et des articles R2162-13 à 14 du Code de la Commande Publique, les caractéristiques techniques des fournitures et les modalités d'exécution des prestations demandées devront répondre aux prescriptions définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DU MARCHÉ

2.1. Type et forme du marché

La présente consultation est un marché public à bons de commandes **multi-attributaires pour les lots n°1, 5, 8, 10, 11 et 12 et mono-attributaires pour les autres lots**, sans montant minimum et **avec montant maximum** conclu selon une procédure d'appel d'offres ouvert.

Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commandes dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique (CCP).

Les bons de commande seront :

- notifiés au fur et à mesure des besoins jusqu'au dernier jour de validité du marché et ce dans les conditions fixées au chapitre III « EXECUTION », **article 10** du présent CCAP.
- émis par chaque établissement et adressés aux titulaires en fonction des besoins.

Les marchés à conclure prendront effet à compter du 1^{er} juillet 2025 ou à compter de la date de notification si celle-ci est postérieure.

En cas de commercialisation d'un nouveau dosage, ou d'une nouvelle présentation, et en cas de besoins, ces nouvelles propositions seront intégrées dans le présent marché sous forme de variante (cf article 2.5 du présent RC relatif aux variantes).

2.2. Classification CPV

Objet principal : **33600000-6 Produits pharmaceutiques**

2.3. Division en lots

La présente consultation comporte **12 lots**.

Le descriptif technique et les quantités prévisionnelles **sont estimées pour 1 an** et sont détaillées dans :

- l'annexe : **GFC_PHARMA_AO_ME252_CCP_Annexe5_CATALOGUE_DES_BESOINS.pdf**
- l'annexe : **GFC_PHARMA_AO_ME252_CCP_Annexe6_QUANTIFICATION_PAR_BENEFICIAIRE.pdf**

Les quantités ne sont qu'estimatives et n'ont aucun caractère contractuel.

2.4. Conditions d'attribution des lots

L'attribution sera faite lot par lot. Un même candidat peut se voir attribuer plusieurs lots. Chacun des lots donnera lieu à un marché. Le CHU de Besançon se réserve la possibilité de regrouper les lots, de même durée, attribués à un même candidat dans le cadre d'un même marché.

Les candidats sont autorisés à proposer toutes les références relevant de la gamme du produit alloti au titre de l'offre de base sous réserve que ces références ne fassent pas l'objet d'un lot spécifique et qu'elles ne dérogent pas aux spécifications techniques requises précisées dans le CCTP.

Afin de répondre au besoin de sécurisation et de continuité de l'approvisionnement, **les règles de multi-attributions seront les suivantes :**

- ✓ **Lots multi-attributaires n° 1** ALBUMINE HUMAINE, **n° 5** ANTITHROMBINE III HUMAINE et **n° 8** FIBRINOGENE HUMAIN

Sous réserve d'un nombre suffisant de candidats, le Pouvoir Adjudicateur a choisi de retenir **2 fournisseurs** pour l'ensemble des établissements adhérents du Groupement Franche-Comté.

L'attribution se fera selon la **méthode dite « en cascade »** selon leur classement.

Cette méthode consiste à :

- 1 - S'adresser en premier lieu au titulaire de l'accord-cadre dont l'offre a été classée première, **appelé Rang 1**
- 2 – **Si celui-ci n'a pas la capacité de réaliser la prestation**, l'établissement adhérent s'adressera au titulaire dont l'offre est arrivée en deuxième, **appelé Rang 2**

En fonction du classement des offres, le fournisseur ayant obtenu la meilleure note finale sera appelé titulaire rang 1, puis le fournisseur classé en deuxième position sera appelé titulaire rang 2.

Dans l'hypothèse où un seul candidat serait retenu (nombre insuffisant de candidats), il sera l'unique attributaire du lot.

- ✓ **Lot multi-attributaire n° 10** IMMUNOGLOBULINE POLYVALENTE HUMAINE IV - prête à l'emploi - 10%

Sous réserve d'un nombre suffisant de candidats, le Pouvoir Adjudicateur a choisi de retenir **2 fournisseurs** pour l'ensemble des établissements adhérents du Groupement Franche-Comté.

- 1 - Titulaire de l'accord cadre dont l'offre a été classé la première, **appelé Rang 1** se verra attribuer :
 - a. **50% des quantités demandées** par le **CHU de Besançon**
 - b. 100 % des quantités demandées par les autres établissements adhérents du Groupement Franche-Comté
- 2- Titulaire de l'accord cadre dont l'offre a été classé la deuxième, **appelé Rang 2** se verra attribuer :
 - a. **50 % des quantités demandées** par le **CHU de Besançon**

En fonction du classement des offres, le fournisseur ayant obtenu la meilleure note finale sera appelé titulaire rang 1, puis le fournisseur classé en deuxième position sera appelé titulaire rang 2.

Dans l'hypothèse où un seul candidat répondrait à ce lot (nombre insuffisant de candidats, inférieur à deux), le lot sera déclaré infructueux.

- ✓ **Lot multi-attributaire n°11** IMMUNOGLOBULINE POLYVALENTE HUMAINE IV - prête à l'emploi - 5%

Sous réserve d'un nombre suffisant de candidats, le Pouvoir Adjudicateur a choisi de retenir **2 fournisseurs** pour l'ensemble des établissements adhérents du Groupement Franche-Comté.

- 1 - Titulaire de l'accord cadre dont l'offre a été classé la première, **appelé Rang 1** se verra attribuer :
 - a. **50% des quantités demandées** par le **Groupe Hospitalier de Haute Saône (GH70)**
 - b. 100 % des quantités demandées par les autres établissements adhérents du Groupement Franche-Comté
- 2- Titulaire de l'accord cadre dont l'offre a été classé la deuxième, **appelé Rang 2** se verra attribuer :
 - a. **50 % des quantités demandées** par le **Groupe Hospitalier de Haute Saône (GH70)**

En fonction du classement des offres, le fournisseur ayant obtenu la meilleure note finale sera appelé titulaire rang 1, puis le fournisseur classé en deuxième position sera appelé titulaire rang 2.

Dans l'hypothèse où un seul candidat répondrait à ce lot (nombre insuffisant de candidats, inférieur à deux), le lot sera déclaré infructueux.

✓ **Lot multi-attributaire n° 12 IMMUNOGLOBULINE POLYVALENTE HUMAINE SOUS CUTANEE**

Sous réserve d'un nombre suffisant de candidats, le Pouvoir Adjudicateur a choisi de retenir **3 fournisseurs** répartis de la manière suivante selon leur classement :

1 – Titulaire de l'accord-cadre dont l'offre a été classé la première, **appelé Rang 1** se verra attribuer **50% des quantités demandées** par les établissements adhérents du Groupement Franche-Comté

2 – Titulaire de l'accord-cadre dont l'offre a été classé la deuxième, **appelé Rang 2** se verra attribuer **30% des quantités demandées** par les établissements adhérents du Groupement Franche-Comté

3 – Titulaire de l'accord-cadre dont l'offre a été classé la troisième, **appelé Rang 3** se verra attribuer **20% des quantités demandées** par les établissements adhérents du Groupement Franche-Comté

En fonction du classement des offres, le fournisseur ayant obtenu la meilleure note finale sera appelé titulaire rang 1, puis le fournisseur classé en deuxième position sera appelé titulaire rang 2 etc.

Dans l'hypothèse où un seul candidat ou deux candidats seulement répondraient à ce lot (nombre insuffisant de candidats, inférieur à trois), le lot sera déclaré infructueux.

2.5. Variante à l'initiative du candidat

Les candidats sont autorisés, conformément à R2151-8 à R2151-11 du CCP à présenter des variantes.

Les candidats qui présentent une variante répondent obligatoirement à la solution de base telle que décrite dans le cahier des clauses techniques particulières.

Les variantes consistent en une modification, à l'initiative du candidat, de certaines spécifications des fournitures qu'il propose (conditionnement différent...). Celles-ci devront être conformes aux exigences minimales formulées dans le cahier des clauses techniques particulières et ne devront pas déroger au CCAP.

Les variantes présentent une ou plusieurs fournitures de caractéristiques équivalentes **mais les écarts entre les différents produits proposés doivent être clairement explicités**.

Pour chaque variante, le candidat devra joindre obligatoirement un descriptif technique proposé et éventuellement en fournir un échantillon **sur demande expresse des établissements membres du Groupement de Commandes Franche-Comté**. Les caractéristiques doivent être conformes au descriptif des lots.

2.6 Regroupement de lots

Le CHU de Besançon n'autorise pas les candidats à présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus (article L.2113-10 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018).

2.7. Compléments de gamme

Le CHU de Besançon et les établissements du Groupement de Commandes Franche-Comté pourront commander des produits de même nature que ceux mentionnés dans les différents lots et figurant au catalogue du fournisseur.

ARTICLE 3 – DUREE ET LIEUX D'EXECUTION DES MARCHES

3.1. Durée des marchés

La durée d'exécution MAXIMALE des marchés sera de :

Pour l'ENSEMBLE DES ADHERENTS DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Du 01/07/2025 au 30/06/2026

Avec TACITE RECONDUCTION 2 fois 12 mois, soit jusqu'au 30/06/2028

3.2. Reconduction des marchés

A l'issue de la période initiale, ces marchés seront reconduits par reconduction TACITE.

Dans le cas d'un marché tacitement reconductible, le CHU de Besançon, Etablissement Support du GHT Centre Franche-Comté et Coordonnateur du Groupement de Commandes **pourra prendre par écrit au plus tard, trois mois avant le début de chaque période annuelle de reconduction, une décision de non reconduction.**

- Le titulaire ne pourra pas s'opposer à la décision de non reconduction. Une telle décision n'ouvre pas droit à indemnité.
- Le titulaire ne pourra pas s'opposer à la décision de reconduction (le titulaire ne peut pas refuser cette reconduction).

Chacun des lots pris individuellement pourra faire l'objet d'une reconduction dans les conditions exposées aux articles 1.9 & 6.4 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

La durée maximale totale du marché n'excédera pas 36 mois (période de reconduction éventuelle comprise).

Le CHU de Besançon informera les établissements bénéficiaires de la décision de reconduction ou de non reconduction. Cette décision aura fait l'objet d'une concertation au préalable avec les établissements bénéficiaires.

3.3. Lieux d'exécution des marchés

Les livraisons des fournitures objet des marchés auront lieu sur les sites de chaque établissement membre du groupement de commandes

Cf Annexe 1B :

GFC_PHARMA_AO_ME252_CCP_Annexe1B_etablisements_beneficiaires_LIVRAISON.doc

CHAPITRE III – PROCEDURE

ARTICLE 4 – TYPE DE PROCEDURE

La présente consultation est un **Appel d'Offres Ouvert** passé en application des articles L2124-2, R2124-2 1 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 5 – NUMERO DE REFERENCE ATTRIBUE AUX MARCHES PAR LES POUVOIRS ADJUDICATEURS

Procédure « GFC_PHARMA_AO_ME252 »

ARTICLE 6 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 7 – DOSSIER DE CONSULTATION

7.1. Contenu du dossier de consultation

1- Le présent règlement de consultation (RC) et ses 3 annexes

- * Cerbère : [GFC_PHARMA_AO_ME252_RC_Annexe1_CERBERE.doc](#)
- * Attestation Candidat : [GFC_PHARMA_AO_ME252_RC_Annexe2_ATTESTATION_CANDIDAT.doc](#)
- * Descriptif ARS : [GFC_PHARMA_AO_ME252_RC_Annexe3_Descriptif_ARS_BFC_Janvier_2020.pdf](#)

2- Le cahier des clauses particulières (CCP) dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'établissement, fait seule foi et ses **9 annexes** :

- * Établissements bénéficiaires :
[GFC_PHARMA_AO_ME252_CCP_Annexe1A_etablissements_beneficiaires_FACTURATION.doc](#)
[GFC_PHARMA_AO_ME252_CCP_Annexe1B_etablissements_beneficiaires_LIVRAISON.doc](#)
[GFC_PHARMA_AO_ME252_CCP_Annexe1C_etablissements_beneficiaires_RESPONSABLES_MED-CDE.doc](#)
- * Fiche prestations fournisseur :
[GFC_PHARMA_AO_ME252_CCP_Annexe2_FICHE_PRESTATIONS_FOURNISSEUR.xls](#)
- * Fiche chaîne d'approvisionnement :
[GFC_PHARMA_AO_ME252_CCP_Annexe3_CHAINE_APPROVISIONNEMENT.xls](#)
- * Fiche fournisseur : [GFC_PHARMA_AO_ME252_CCP_Annexe4_FICHE_RENSEIGNEMENTS_FOURNISSEUR.doc](#)
- * Catalogue des besoins :
[GFC_PHARMA_AO_ME252_CCP_Annexe5_CATALOGUE_DES_BESOINS.pdf](#)
[GFC_PHARMA_AO_ME252_CCP_Annexe6_QUANTIFICATION_PAR_BENEFICIAIRE.pdf](#)
- *Certificat d'exclusivité si concerné : [GFC_PHARMA_AO_ME252_CCP_Annexe7_CERTIFICAT_EXCLUSIVITE.doc](#)
- * Attestation CE si concerné : [GFC_PHARMA_AO_ME252_CCP_Annexe8_ATTESTATION_CE.doc](#)
- *Attestation sur l'honneur : [GFC_PHARMA_AO_ME252_CCP_Annexe9_ATTESTATION_HONNEUR.doc](#)

Le candidat reconnaît avoir pris connaissance de la totalité des pièces du marché. En cas de contradiction entre différentes clauses applicables, la clause dont l'interprétation est la plus favorable à l'acheteur public sera appliquée, et ce même s'il s'agit de clauses d'un même document contractuel.

3- Un acte d'engagement (document type ATTRI1) et ses 3 annexes à compléter

- * L'offre de prix ou Bordereau de prix unitaire : [GFC_PHARMA_AO_ME252_AE_Annexe1_BPU.doc](#)
- Les candidats sont autorisés à proposer leur propre bordereau de prix à la condition que tous les items soient présents**
- *Rabais sur catalogue : [GFC_PHARMA_AO_ME252_AE_Annexe2_RABAIS_SUR_CATALOGUE.doc](#)
 - *Convention de mandat : [GFC_PHARMA_AO_ME252_AE_Annexe3_CONVENTION_DE_MANDAT.doc](#)

4 –Les formulaires types (DC1, DC2 ou DUME)

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

7.2. Obtention du dossier de consultation

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) **est téléchargeable gratuitement** via la **Plate-forme PLACE** (Plate-forme des Achats de l'État) dont l'adresse Internet est <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

L'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire.

Cette identification présente cependant l'avantage pour les candidats d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuelles apportées au DCE.

A défaut d'identification, il appartiendra aux opérateurs économiques de prendre connaissance par leurs propres moyens des informations, modifications et/ou précisions complémentaires éventuellement apportées au DCE.

La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être engagée en l'absence de prise de connaissance de ces informations complémentaires par les opérateurs économiques (et de prise en compte de celles-ci dans les dossiers de candidature et/ou offre).

Pour les candidats souhaitant s'identifier sur le portail, ils devront créer un compte via le menu « votre espace » pour obtenir un couple identifiant/mot de passe.

Aide :

* guides utilisateurs : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>

* assistance : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAide>

7.3. Communication et échanges d'informations par voie électronique

Les communications et les échanges d'informations avec les opérateurs économiques seront effectués **obligatoirement** par voie électronique par l'intermédiaire du profil acheteur mentionné à l'article précédent, et au sein de l'espace de consultation créé spécifiquement pour la présente consultation.

Le candidat doit IMPERATIVEMENT transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée du marché. Celle-ci permettra la notification de document et/ou la transmission d'informations. Le candidat indique dans l'acte d'engagement cette adresse mail et s'engage en cas de modification à en avertir le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

7.4. Demande de renseignements complémentaires pendant la procédure

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de l'étude du dossier de consultation des entreprises et de l'élaboration de leurs offres, les candidats devront faire parvenir une demande au pouvoir adjudicateur, au plus tard 11 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres. Cette demande devra être adressée via le profil acheteur mentionné à l'article 7.2 du présent règlement de consultation.

Une réponse sera alors adressée via, la même plate-forme.

CHAPITRE IV – CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

LA DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES EST FIXEE AU
17 mars 2025 à 10 heures AU PLUS TARD

ARTICLE 8 – CONDITIONS DE REDACTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

La langue française est la seule langue autorisée pour la rédaction des candidatures et des offres.

Si les offres et les candidatures des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Les offres chiffrées des candidats doivent nécessairement être exprimées en **EUROS**.

ARTICLE 9 – CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le dépôt des candidatures et des offres transmis par voie dématérialisée donne lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de la réception.

9.1. Contenu de la candidature

Le candidat remet à l'appui de sa candidature les documents suivants, à choisir entre les 2 modalités :

1ère modalité :

- La lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (**DC1**) dûment complétée
- La déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (**DC2**) dûment complétée

OU 2ème modalité :

- **DUME** (Déclaration Unique de Marché Européen) qui remplace le DC1 et DC2 dûment complétée, datée et signée, rédigée en français.

Afin de faciliter la rédaction de sa candidature, le candidat peut recourir aux formulaires types du Ministère de l'Economie et des Finances (DC1, DC2, **OU DUME**, NOTI1) disponibles gratuitement sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ou <https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-espdl>.

Renseignements relatifs à la capacité économique et financière du candidat individuel ou du membre du groupement :

- Le candidat indiquera le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des 3 dernières années.
- Le candidat présentera également les principales fournitures, ou des principaux services effectués au cours des 3 dernières années.

9.2. Contenu de l'offre

Les offres des candidats devront obligatoirement comprendre les documents suivants :

a) Acte d'engagement (ATTRI1) selon le formulaire joint, et ses annexes.

Afin d'éviter tout retard dans la notification ainsi que toute démarche supplémentaire, les candidats ont la possibilité de compléter et signer le formulaire ATTRI1 (acte d'engagement). La signature du formulaire est possible mais n'est pas obligatoire ; seul le candidat dont l'offre est retenue est tenu de le signer.

b) Bordereau de prix unitaire daté et signé par la même personne habilitée, comportant pour chaque lot :

- * numéro de lot et des sous-lots
- * code UCD (s'il existe) et CIP
- * désignation du produit (dénomination commerciale et référence)
- * prix unitaire tarif HT, par unité de distribution
- * prix unitaire consenti hors taxe et T.T.C., par unité de distribution ou d'usage
- * taux de remise par rapport au prix tarif
- * remise sur volume achats
- * quantité, montant du lot
- * les références du ou des produits proposés et le conditionnement
- * taux de T.V.A. et des taxes parafiscales selon la nature des produits objet de la consultation
- * si le candidat propose des unités gratuites, il devra préciser les modalités d'exécution

Les prix unitaires sont présentés par UCD pour le médicament et par unité de distribution ou d'usage en regard de chaque article.

Le modèle de bordereau de prix unitaires **GFC_PHARMA_AO_ME252_AE_Annexe1_BPU.doc** est conseillé mais non obligatoire pour établir l'offre économique.

Toutefois, le Bordereau de Prix Unitaires que remettra le candidat devra comprendre tous les éléments prévus dans le modèle proposé (pour chaque lot : le prix unitaire hors taxes, le taux de remise, le prix net unitaire hors taxes, le taux de TVA, le prix net unitaire TTC, **la référence ou code UCD & CIP**, le conditionnement et les quantités minimum de livraison).

A défaut de ces éléments, l'offre sera rejetée pour irrégularité.

TYPES DE REMISES ACCEPTEES :

- 1) remises consenties directement sur prix tarif HT
- 2) remise sur volume achats (à préciser sur le bordereau de prix unitaire)
- 3) remise sous forme d'unités gratuites (REMISES INTERNES UNIQUEMENT). Cette remise doit être appliquée selon l'exemple ci-dessous :

Exemple : Prix tarif : 1 euro HT ; Remise interne de 10% en unités gratuites ; Prix facturé : 1 euro HT ; Prix de revient : 0,90 euro HT

Signifie : Pour 1000 unités gratuites commandées, 1000 unités livrées, 900 facturées à 1 euro HT et 100 facturées à 0.

- 4) autres remises voir partie « Conditions commerciales complémentaires » dans :

GFC_PHARMA_AO_ME252_CCP_Annexe2_FICHE_PRESTATIONS_FOURNISSEUR.xls

c) Offre technique

DOCUMENTATION TECHNIQUE ET RENSEIGNEMENTS TELS QUE ÉNUMÉRÉS AU CCTP

d) Relevé d'Identité Bancaire (RIB), caisse épargne (RICE)

e) Fiche de renseignements fournisseurs : dûment remplie :

GFC_PHARMA_AO_ME252_CCP_Annexe4_FICHE_RENSEIGNEMENTS_FOURNISSEUR.doc

f) Catalogue produit et le % de remise consentie sur catalogue : Tableau de présentation de remise sur catalogue **GFC_PHARMA_AO_ME252_AE_Annexe2_RABAIS_SUR_CATALOGUE.doc**

g) Fiche prestations fournisseur : datée en original par le pharmacien responsable

GFC_PHARMA_AO_ME252_CCP_Annexe2_FICHE_PRESTATIONS_FOURNISSEUR.xls

h) Fiche chaîne d'approvisionnement : dûment remplie

GFC_PHARMA_AO_ME252_CCP_Annexe3_CHAINE_APPROVISIONNEMENT.xls

i) Le statut du fournisseur : établissement pharmaceutique (fabricant, distributeur en gros, importateur, etc...) devra être clairement précisé par le candidat.

j) Certificat d'exclusivité si concerné : dûment rempli

GFC_PHARMA_AO_ME252_CCP_Annexe7_CERTIFICAT_EXCLUSIVITE.doc

k) Attestation marquage CE si concerné : dûment remplie

GFC_PHARMA_AO_ME252_CCP_Annexe8_ATTESTATION CE

l) Attestation sur l'honneur : **GFC_PHARMA_AO_ME252_CCP_Annexe9_ATTESTATION_HONNEUR.doc**

Attention : seules les annexes contenues dans le DCE ont valeur contractuelle. Si les candidats fournissent l'annexe de bordereau des prix ainsi que leur propre bordereau de prix et que des divergences apparaissent entre les deux documents, le Pouvoir Adjudicateur considèrera qu'il s'agit de deux offres distinctes et les rejettera. Seule, une erreur de retranscription pourra donner lieu à une demande de précision dans les conditions prévues à l'article R2161-5 du Code de la Commande Publique.

Les candidats sont à défaut, informés que le seul dépôt de leur offre (offre financière, BPU, autres annexes financières) vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui sera attribué, aux conditions de l'offre. Seules les annexes devront être dûment complétées, datées et signées en original, par la personne habilitée à engager la société.

Il n'est pas nécessaire que le candidat retourne le CCP ; en soumissionnant le candidat reconnaît avoir pris connaissance de la totalité des pièces du marché.

En cas de contradiction entre différentes clauses applicables, la clause dont l'interprétation est la plus favorable à l'acheteur public sera appliquée ; et ce même s'il s'agit de clauses d'un même document contractuel.

9.3. Pièces supplémentaires exigibles pour l'attribution du marché

Les candidats ont la possibilité de transmettre les documents suivants dans le dépôt de leurs plis pour faciliter le traitement du dossier :

- Conformément à l'article R2143-3 du Code de la Commande Publique, **la déclaration sur l'honneur fournie en annexe (GFC_PHARMA_AO_ME252_CCP_Annexe9_ATTESTATION_HONNEUR)** pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 notamment qu'il **satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés** définies aux articles L.5212-1 à L.5212.11 du code du travail

- Les **attestations fiscales et sociales** :

- * **Pour le candidat établi en France** :

- * Une attestation fiscale n° 3666, **datant de moins d'un mois**, prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales émanant de l'administration fiscale. Les candidats peuvent obtenir cette attestation directement sur le site www.impots.gouv.fr à partir du service "consulter mon compte fiscal" de leur espace abonné.

- * Une attestation de versement de cotisations et de fourniture de déclarations sociales **datant de moins de 6 mois**, prouvant qu'il a satisfait à ses obligations au 31/12 de l'année précédente et émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales. Les candidats peuvent obtenir cette attestation directement sur le site de www.urssaf.fr en adhérant au service "mon urssaf en ligne".

- * **Pour le candidat établi dans un Etat autre que la France** :

Un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

- **Numéro unique d'identification** ou **Extrait K-Bis** datant de moins de 3 mois ou documents équivalents pour le candidat étranger

- **Attestation d'assurance responsabilité** civile en cours de validité (article 3.2 du CCAP)

- La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement ;

- Un document certifiant le **pouvoir de signature** du signataire de l'acte d'engagement

ARTICLE 10 – PRESENTATION EN CAS DE GROUPEMENT MOMENTANE D'ENTREPRISES

Aucune forme de groupement n'est imposée aux candidats pour le dépôt des candidatures et des offres par les candidats. Toutefois, si le candidat se présente sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques, ce dernier devra revêtir la forme du groupement solidaire après l'attribution des marchés, conformément à l'article R2142-22 du Code de la Commande Publique. La cotraitance solidaire simplifiée et sécurise l'exécution du marché.

Les candidats ne peuvent présenter une offre en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements.

Un même candidat ne pourra être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Si l'attributaire désigné est un groupement entre plusieurs opérateurs économiques, le marché sera alors signé avec le mandataire du groupement, mais tous les cotisants devront fournir les pièces exigées aux articles R2143-3 à R2143-10 et R2143-16 du Code de la Commande Publique, sous peine d'élimination du groupement.

Suite aux difficultés rencontrées dans certains marchés, si le candidat souhaite faire appel à un dépositaire, article R5124-2 du Code de la Santé Publique, il devra compléter la convention de mandat annexée au présent RC. A défaut de cette convention, le marché ne pourra être exécuté avec le dépositaire.

ARTICLE 11 – MODALITÉS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES PAR VOIE DEMATERIALISEE

La remise des plis s'effectue par voie dématérialisée sur le profil d'acheteur sous peine d'irrecevabilité

Les **dossiers de candidature et des offres sont présentés séparément** dans des fichiers distincts.

Le manuel d'utilisation du candidat (ou manuel entreprise) est disponible, à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>. Il décrit toutes les étapes à suivre afin de procéder au dépôt d'une réponse électronique.

11.1. Transmission électronique

Les candidats sont invités à transmettre, par voie électronique, leur pli à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> **avant la date et l'heure limite de réception des offres.**

Le soumissionnaire devra tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants :

- Portable Document Format (.pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques : formats lisibles par la suite Microsoft Office 2003, données avec séparateurs (.csv),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png),
- Internet : (exemple d'extension : .htm).

Si le candidat a choisi de fournir un fichier en format EXCEL ou WORD et joint également une copie de ce fichier au format PDF, en cas de différence entre les deux documents c'est le fichier PDF qui fait foi.

Afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables notamment les «.exe», ni les «macros» (ni con.bat.pif.ubs.msi.enl).

Le candidat doit faire en sorte que sa candidature et/ou son offre ne soient pas trop volumineuses (elle ne devra pas dépasser les 100 Mo).

Les ordinateurs du pouvoir adjudicateur sont des PC fonctionnant avec le système d'exploitation Windows 7 ou XP®; chaque poste est pourvu d'un lecteur de CD-ROM et de ports USB.

Une fois le dépôt réalisé, un message électronique (courriel) est envoyé au candidat : il confirme la bonne prise en compte de sa réponse avec l'heure retenue pour le dépôt.

Seul ce récépissé est la preuve de dépôt de la réponse. Il convient de le conserver précieusement pendant toute la durée de la procédure, jusqu'à l'attribution du marché.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'un second dépôt par un même signataire (même identifiant) se substitue au premier : il y a donc lieu d'adresser une nouvelle offre complète et non un additif.

11.2 Signature des soumissionnaires

Les candidats sont tenus informés que la signature électronique n'est pas obligatoire, s'il se trouve dans l'incapacité de signer les documents exigés. Le pouvoir Adjudicateur privilégie la signature électronique.

11.2.1 Signature manuscrite

Si les candidats **sont dans l'incapacité de signer les documents exigés**, ils devront imprimer les documents, les signer de manière manuscrite puis les transmettre, après les avoir scannés par voie électronique à l'acheteur (c'est une copie seulement).

Les originaux signés devront être obligatoirement transmis par voie postale à l'adresse suivante :

CHU de BESANCON – Hôpital Jean Minjoz
Pôle Pharmaceutique - PHARMACIE – Bâtiment gris -2 - **Secteur Médicaments**
Cellule des Marchés
3 Boulevard Alexandre Fleming
25030 BESANCON CEDEX

11.2.2 Signature électronique

Les documents doivent être transmis dans des conditions qui **permettent d'authentifier la signature de la personne habilitée à engager l'entreprise.**

Ils doivent être signés par l'opérateur économique au moyen d'un certificat de signature électronique, qui garantit notamment l'identification du candidat.

Les catégories de certificat de signature utilisées pour signer électroniquement doivent être, d'une part, **conformes au référentiel intersectoriel de sécurité, et d'autre part, référencés sur une liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'Etat** : www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/.

Seuls les certificats de signature conformes au Référentiel Général de Sécurité (RGS) sont autorisés (niveau ** et ***RGS).

Les fichiers doivent être signés avec la fonctionnalité de signature individuelle de documents. L'action de signature créée, dans le même répertoire, un nouveau document dont le nom est celui du document suffixé « . sig ». Par exemple le fichier dc1.doc devient dc1.sig.

Attention, en cas de fichier compressé (au format ZIP par exemple), lors de la signature électronique des documents depuis le site internet, les documents contenus dans le fichier compressé **ne seront pas signés individuellement électroniquement et entraîneront le rejet de ceux-ci.**

Il est donc fortement déconseillé de déposer des fichiers compressés dans les réponses.

11.3 Remise d'une copie de sauvegarde

Le candidat devra choisir entre les 2 modalités suivantes :

1ère modalité : remise de la copie de sauvegarde par voie postale

1. Placer la copie de sauvegarde dans un pli scellé comportant la mention lisible : « **copie de sauvegarde GFC_PHARMA_AO_ME252** » ainsi que le nom du candidat
2. Puis adresser la copie à :

CHU de BESANCON – Hôpital Jean Minjoz
Pôle Pharmaceutique - PHARMACIE - Secteur Médicaments - Cellule des Marchés
3 Boulevard Alexandre Fleming 25030 BESANCON CEDEX

OU

2ème modalité : remise de la copie de sauvegarde **par Lettre Recommandée Electronique (LRE)**

Il s'agit d'un envoi 100% dématérialisé et suivi d'une preuve de dépôt. Le candidat dépose ou envoi la copie de sauvegarde **à sa charge** par le biais d'un prestataire de son choix respectueux des exigences de l'annexe 8 du Code de Commande Publique.

Seuls les prestataires qualifiés pour fournir un service d'envoi recommandé électronique qualifié sont autorisés à acheminer des **LRE**. **Le candidat choisi un prestataire qualifié figurant :**

- soit sur le site l'ANSSI **pour la France** (<https://www.ssi.gouv.fr/liste-produits-et-services-qualifies>) en pages 20-21
- soit sur le site de Commission Européenne pour l'Europe (<https://webgate.ec.europa.eu/tlbrowser/#/tl/FR>) : dans la liste des prestataires de confiance publiée, il faudra rechercher les prestataires dont le nom est suivi de la mention « QeRDS » (« Qualified electronic registered delivery service »).

Une fois la lettre recommandée électronique envoyée par le candidat, le pouvoir adjudicateur recevra par mail, **une notification l'informant du dépôt d'une LRE et les modalités de récupération des documents fournis.**

Les prestataires de services de LRE utilisent différents moyens pour l'identification du destinataire. Afin de choisir le service le plus adapté, le candidat est informé que **seul le code de signature à usage unique sera retenu pour l'envoi de la Lettre Recommandée Electronique (LRE).**

Les services permettant la remise d'une copie de sauvegarde par voie électronique pouvant nécessiter des modalités d'inscription longues, il est recommandé aux opérateurs économiques d'anticiper le dépôt de la copie de sauvegarde en procédant aux modalités d'inscription, d'identification sur la solution technique envisagée.

Quelle que soit la modalité choisie, la copie de sauvegarde devra :

- **contenir l'ensemble des pièces relatives à la candidature et à l'offre citée à l'article 9 du présent RC.**
- **être adressée avant le 17 mars 2025 à 10 heures**

11.4. Candidature dématérialisée rejetée

Concernant les réponses transmises par voie dématérialisée, en cas de candidature rejetée, l'offre correspondante est effacée des fichiers, sans être lue. Le candidat en est informé.

Si la transmission électronique était accompagnée d'une « copie de sauvegarde », cette dernière est détruite, sans être ouverte.

11.5. Normalisation des noms de fichiers ou documents à joindre

idoe_idconsult_nature du fichier (exemple : **nomdevotresociete_ME252_AE**)

idoe : Identifie l'opérateur économique

idconsult : identifiant de la consultation (ME252)

nature du fichier : AE, BPU, DC1, DC2, etc...

Cas particulier des Fiches techniques :

Pour pouvoir classer facilement toutes les fiches techniques reçues, et afin d'uniformiser les éléments envoyés et faciliter leur traitement par le pouvoir adjudicateur, il est recommandé de se conformer aux remarques suivantes pour la désignation des fiches techniques.

L'opérateur économique nomme ses fichiers Fiches Techniques de la façon suivante :

FT_<n° du lot>_<idoe>_<idconsult> , où

FT : fiche technique, voir glossaire,

<n° du lot> est le numéro du lot concerné par cette fiche technique,

<idoe> identifie l'opérateur économique,

<idconsult> est l'identifiant de la consultation sur le profil d'acheteur.

CHAPITRE V – ECHANTILLONS

ARTICLE 12 – ECHANTILLONS

Des échantillons sont souhaités à date de remise des plis par le CHU de BESANCON pour le lot n°6 « COLLE HEMOSTATIQUE A BASE DE FIBRINOGENE ET DE THROMBINE ET ACCESSOIRES* »

Aucun échantillon supplémentaire n'est exigé, sauf demande particulière émanant des pharmaciens des établissements participants à la procédure.

Le candidat est invité à joindre de la documentation ainsi que des photos des médicaments, du conditionnement primaire et secondaire ou le lien avec une banque d'images de leur médicament (sur support électronique si possible).

Les échantillons ne sont ni repris, ni facturés par le candidat et demeureront la propriété de l'établissement de santé.

Sur le conditionnement extérieur, devront figurer très clairement :

- Le nom du candidat
- La référence de la consultation « GFC_PHARMA_AO_ME252 »
- Le numéro de lot de rattachement
- Le nom de l'article et son code UCD

En cas d'envoi d'échantillons, ils devront être envoyés avant la date limite de remise des offres :

ECHANTILLONS

A ADRESSER AU CHU DE BESANCON
Centre Hospitalier Universitaire Jean Minjoz
Pôle Pharmaceutique - PHARMACIE - Secteur Médicaments
3 Boulevard Alexandre Fleming 25030 BESANCON CEDEX

Le colis devra porter obligatoirement la mention suivante en gros caractère :

Appel d'Offres ouvert : GFC_PHARMA_AO_ME252

FOURNITURE DE MEDICAMENTS DERIVES DU SANG, COLLES CHIRURGICALES MEDICAMENTS, IMMUNOGLOBULINES HUMAINES POLYVALENTES ET ICATIBANT

ECHANTILLONS – NE PAS OUVRIR

ARTICLE 13 – ECHANTILLONS POUR ESSAIS PROLONGES

Au cours de la phase d'analyse des offres, des essais ayant pour objectif de permettre aux utilisateurs d'évaluer les médicaments correspondants aux besoins tel que précisé dans le chapitre V, article 12 du présent RC, pourront être engagés.

Les essais prolongés seront organisés selon les modalités décrites ci-dessous, sous réserve de régularité de l'offre du candidat.

Dans le cadre d'une nécessaire **évaluation prolongée dite en « vie réelle »** après validation de la phase d'évaluation dite de « faisabilité » par les utilisateurs, les modalités financières d'acquisition des échantillons seront négociées sur la base du PUHT proposé à l'appel d'offres, le paiement des échantillons utilisés en cas d'offre non retenue et le retour aux frais du fournisseur des échantillons non utilisés. La demande de remise d'échantillons pour des essais prolongés sera le fait du CHRU de Besançon.

L'offre sera déclarée irrégulière si aucune réception des échantillons demandés n'est effective 8 jours après la première réclamation téléphonique ou mail du pharmacien du CHU de Besançon.

CHAPITRE VI – SELECTION DES CANDIDATS ET JUGEMENT DES OFFRES

ARTICLE 14 – OUVERTURE DES PLIS & EXAMEN DES CANDIDATURES

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et dans le présent règlement de la consultation.

Le Pouvoir Adjudicateur procédera à l'ouverture des plis des candidatures, en enregistrera le contenu et éliminera, après avis de la Commission des marchés du CHU, celles qui, en application de l'article R2144-7 du Code de la Commande Publique, ne peuvent être admises.

Si le CHU de Besançon, Etablissement Support du GHT CFC et coordonnateur du groupement de commandes, constate que des pièces dont la production était demandée sont absentes ou incomplètes, peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai de **10 jours maximum**.

ARTICLE 15 - EXAMEN ET JUGEMENT DES OFFRES

Le CHU de Besançon procède à l'ouverture des offres. Il enregistre le contenu.

15.1. Analyse et classement des offres

Conformément à l'article R2152-2 du Code de la commande publique, les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées sont éliminées. Conformément aux articles R2152-6 à R2152-8 et R2152-11 à R2152-12 du Code de la commande publique, les autres sont classées par ordre de classement décroissant.

Le pouvoir adjudicateur **peut autoriser** tous les soumissionnaires concernés à **régulariser les offres irrégulières** dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses, et que les modifications qu'il est nécessaire d'apporter pour régulariser les offres en cause ne soient pas substantielles.

Les critères de choix des offres et de leur classement seront effectués dans les conditions prévues aux articles R2152-6 à R2152-8 et R2152-11 à R2152-12 du Code de la Commande Publique.

L'examen des offres s'effectue lot par lot conformément aux spécifications du CCTP.

Un seul candidat sera retenu pour chaque lot identifié.

Un candidat peut se voir attribuer un ou plusieurs lots. Les candidats ne pourront présenter d'offres variables en fonction du nombre de lots.

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, emballage, au transport jusqu'au lieu de livraison.

15.1.1 Critères de choix des offres et notation

La notation est effectuée sur la base des critères pondérés suivants :

Cas général

CRITERES DE CHOIX	DETAIL DES PONDÉRATIONS PAR CRITÈRES
<p>CRITERE 1 : QUALITE THERAPEUTIQUE ET TECHNIQUE</p> <p>Note exprimée sur 20 Coefficient 75</p>	<p><u>Sous-critère 1a -Caractéristiques techniques des fournitures</u></p> <p>Évaluée sur la base des caractéristiques techniques des fournitures</p> <ul style="list-style-type: none"> * Facilité de préparation et d'administration (solution prête à l'emploi) : Coef. 15 * Conditionnement (présentation, Poche versus flacon verre) : Coef. 10 * Données de l'AMM, autres référentiels et publications scientifiques : Coef. 10 * Etendue et qualité de la gamme : Coef. 5 * Conditions de conservation : Coef. 5 <p><u>Sous-critère 1b – Prestations fournisseurs</u></p> <p>Évalués sur la base des annexes 2 et 3 du présent CCP. Les éléments suivants seront pris en compte.</p> <ul style="list-style-type: none"> * Conditions logistiques Coef. 5 * Conditions commerciales complémentaires (Remises logistiques et escomptes) : Coef.10 * Sécurité d'approvisionnement Coef. 5 <p><u>Sous-critère 1c – Impact environnemental</u></p> <p>Évalué sur la base de l'annexe 2 du présent CCP. Les éléments suivants seront pris en compte.</p> <ul style="list-style-type: none"> * Développement durable Coef. 10
<p>CRITERE 2 : COÛT D'UTILISATION</p> <p>1 - Le coût d'utilisation : Note exprimée sur 20 Coefficient 25</p>	<p><u>Évalué sur la base des offres et prestations des fournisseurs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> * Coût complet d'utilisation : Coef. 25 <p>Le coût complet d'utilisation est apprécié :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au regard des quantités estimatives annuelles (PU HT remisé indiqué dans le BPU x quantités). - en incluant la prise en compte des remises sur volume achats (à préciser sur le bordereau de prix unitaire)

Cas particulier Icatibant – Lot n° 9

CRITERES DE CHOIX	DETAIL DES PONDÉRATIONS PAR CRITÈRES
<p>CRITERE 1 : QUALITE THERAPEUTIQUE ET TECHNIQUE</p> <p>Note exprimée sur 20 Coefficient 60</p>	<p><u>Sous-critère 1a - Valeur technique des fournitures</u></p> <p>Évaluée sur la base des caractéristiques techniques des fournitures</p> <ul style="list-style-type: none"> * Conditionnement (présentation, étiquetage et contraintes d'élimination) : Coef. 10 * Praticité, Sécurité d'utilisation : Coef. 5 * Données de l'AMM, autres référentiels et publications scientifiques : Coef. 5 * Composition (présence d'excipient à effet notoire) : Coef. 5 <p><u>Sous-critère 1b – Prestations fournisseurs</u></p> <p>Évalués sur la base des annexes 2 et 3 du présent CCP. Les éléments suivants seront pris en compte.</p> <ul style="list-style-type: none"> * Conditions logistiques Coef. 5 * Conditions commerciales complémentaires (Remises logistiques et escomptes) Coef.5 * Sécurité d'approvisionnement Coef. 10 <p><u>Sous-critère 1c – Impact environnemental</u></p> <p>Évalué sur la base de l'annexe 2 du présent CCP. Les éléments suivants seront pris en compte.</p> <ul style="list-style-type: none"> * Développement durable Coef. 10 <p><u>Sous-critère 1d – Impact Ville</u></p> <p>Évalué sur la base de l'inscription au répertoire des groupes génériques ou de liste de références des groupes biologiques similaires publiées sur le site de l'ANSM à la date limite de réponse des offres.</p> <p>* Appartenance à un groupe générique ou à la liste de médicament biosimilaire : Coef. 5</p> <p>L'inscription en tant que référent d'un groupe générique ou médicament biosimilaire est prise en compte de manière positive.</p> <p>(Cf site https://ansm.sante.fr/Mediatheque/Publications/Listes-et-repertoires-Repertoire-des-medicaments-generiques https://www.ansm.sante.fr/Activites/Medicaments-biosimilaires/Les-medicaments-biosimilaires/)</p>
<p>CRITERE 2 : COÛT D'UTILISATION</p> <p>Note exprimée sur 20 Coefficient 40</p>	<p><u>Évalué sur la base des offres et prestations des fournisseurs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> * Coût complet d'utilisation : Coef. 40 <p>Le coût complet d'utilisation est apprécié :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au regard des quantités estimatives annuelles (PU HT remisé indiqué dans le BPU x quantités). - en incluant la prise en compte des remises sur volume achats (à préciser sur le bordereau de prix unitaire)

Cas particulier Immunoglobulines polyvalentes humaines – Lots n° 10, 11 et 12

CRITERES DE CHOIX	DETAIL DES PONDERATIONS PAR CRITERES
<p>CRITERE 1 : QUALITE THERAPEUTIQUE ET TECHNIQUE</p> <p>Note exprimée sur 20 Coefficient 80</p>	<p><u>Sous-critère 1a -Caractéristiques techniques des fournitures</u></p> <p>Évaluée sur la base des caractéristiques techniques des fournitures</p> <ul style="list-style-type: none"> * Etendue et qualité de la gamme : Coef. 10 * Données de l'AMM, vitesse de perfusion à quantité équivalente : Coef. 15 * Conditions de conservation : Coef. 10 <p><u>Sous-critère 1b – Prestations fournisseurs</u></p> <p>Évalués sur la base des annexes 2 et 3 du présent CCP (annexe 2 spécifique des lots 10 à 12). Les éléments suivants seront pris en compte.</p> <ul style="list-style-type: none"> * Conditions logistiques Coef. 5 * Conditions commerciales complémentaires (Remises logistiques et escomptes) Coef.15 * Sécurité d'approvisionnement Coef. 15 <p><u>Sous-critère 1c – Impact environnemental</u></p> <p>Évalué sur la base de l'annexe 2 du présent CCP. Les éléments suivants seront pris en compte.</p> <ul style="list-style-type: none"> * Développement durable Coef. 10
<p>CRITERE 2 : COÛT D'UTILISATION</p> <p>1 - Le coût d'utilisation : Note exprimée sur 20 Coefficient 20</p>	<p>Évalué sur la base des Offres et Prestations des fournisseurs</p> <ul style="list-style-type: none"> * Coût complet d'utilisation : Coef. 20 <p>Le Coût complet d'utilisation est apprécié :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au regard des quantités estimatives annuelles (PU HT remisé indiqué dans le BPU x quantités). - en incluant la prise en compte des remises sur volume achats (à préciser sur le bordereau de prix unitaire)

ARTICLE 16 – ATTRIBUTION

Après avis de la Commission des Achats du CHU, le CHU de Besançon choisit l'offre qu'il juge économiquement la plus avantageuse.

Les offres sont notées et classées par ordre décroissant. L'offre la mieux notée sera **retenue à titre provisoire** dans l'attente de la production par le candidat des certificats prévus aux articles R2143-6 à R2143-9 et R2143-16 du Code de la Commande Publique, si cela n'a pas été fait au moment du dépôt des plis. Les offres inappropriées, irrégulières et/ou inacceptables sont éliminées.

Un candidat peut se voir attribuer un ou plusieurs lots.

ARTICLE 17 – NOTIFICATION

Les candidats seront avisés des résultats de la consultation. Les informations seront transmises par voie dématérialisée sauf demande expresse du candidat.

Le candidat dont l'offre est retenue et auquel il est envisagé d'attribuer le marché en est informé.

S'ils n'ont pas été fournis dans le dossier de candidature, le candidat fournit impérativement les documents suivants :

- les pièces prévues aux articles R1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail (puis tous les six mois durant la période d'exécution du marché) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- une déclaration sur l'honneur **attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionnée aux articles L2141-1 à L2141-6 du Code de la Commande Publique susvisée** (Modifié par Décret n°2017-516 du 10 avril 2017 - art. 7)
- la copie du ou des jugements, s'il est en redressement judiciaire,
- **Numéro unique d'identification** ou **Extrait K-Bis** datant de moins de 3 mois
- **l'ATTR11 signé**

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents est mentionné dans le courrier adressé au candidat retenu. **Ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours.**

Après signature des marchés, en cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du Travail, le CHU de Besançon fait application, aux torts du titulaire, des conditions de résiliation prévues par le marché.

ARTICLE 18 – MODE DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ

Conformément à l'article R2192-11 du Code de la Commande Publique, le délai de paiement est de 50 jours (sauf escomptes pour paiements rapides) à compter de la date de réception de la facture ou de la demande de paiement de l'avance forfaitaire ou de l'acompte éventuel par les membres du groupement de commandes, ou à compter de la date de réception de la marchandise si celle-ci est postérieure à la date de réception de la facture.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de commande publique, en cas de dépassement, des intérêts moratoires seront calculés sur la base du taux d'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de deux points.

A titre d'exemple, le CHU de Besançon établit un état récapitulatif des remises pour paiement rapide consenties par quadrimestre.

Cette politique d'escompte et cet état récapitulatif mentionnés ci-dessus est propre au CHU de Besançon.

Il conviendra au soumissionnaire de se renseigner auprès des établissements supports des autres GHT et de leurs établissements parties de leur mode de fonctionnement.

Le mode de règlement est le virement administratif.